

## ARRÊTÉ

**portant réglementation de la vitesse  
Route Départementale n ° 33  
entre les PR 6+217 et 6+606  
Communes de SAINT-PERE et POUAGNY  
Hors agglomération**

**Le Président du conseil départemental,**

**VU** le Code Général de Collectivités Territoriales,

**VU** le Code de la Route,

**VU** le Code la Voirie Routière,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, 4ème partie, Signalisation de Prescription approuvée par arrêté interministériel du 7 juin 1977,

**VU** l'arrêté n° D-2022-895 du 5 juin 2022, portant délégations de signatures au sein de la Direction générale adjointe de l'Aménagement et du développement des territoires,

**Considérant** que la route départementale n° 33 entre les PR 6+217 et 6+606 représente un danger, la vitesse de tous les véhicules doit être limitée à 70 km/h,

## ARRETE

**Article 1er :**

La vitesse de tous les véhicules circulant sur la Route Départementale n° 33 entre les PR 6+217 et 6+606 est limitée à 70 km/h.

**Article 2 :**

La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle - 4ème partie - Signalisation de Prescription - sera mise en place à la charge du département de la Nièvre.

**Article 3 :**

Les dispositions prévues à l'article 1er du présent arrêté prendront effet du jour de la mise en place de la signalisation définie à l'article 2.

**Article 4 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Président du conseil départemental de la Nièvre, soit hiérarchique auprès de Monsieur le Préfet de la Nièvre, dans les deux mois suivant sa notification. Un recours contentieux peut être déposé auprès du Tribunal administratif de Dijon, également dans le délai de deux mois à compter de sa notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme de deux mois valant rejet implicite.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 5 :**

- Monsieur le Directeur Général des Services du Département,
- Monsieur le Colonel, commandant le groupement de Gendarmerie de la Nièvre,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de la Nièvre,
- Madame le Maire de Saint-Père,
- Monsieur le Maire de Pougny.

A Nevers, le 29/03/2023

**Le Président du conseil départemental,**

Pour le Président du conseil départemental

et par délégation,

Le Directeur du Patrimoine Routier et des

Mobilités,



Hubert LADRET

Publié le 30/03/2023

Fabien BAZIN, Président du Conseil départemental de la Nièvre